

DARD Olivier et LEFEUVRE Daniel (dir.),
L'Europe face à son passé colonial.

Paris, Riveneuve éditions, 2008, 391 p., index.
 ISBN : 978-2914214551

La comparaison est certainement une approche féconde, mais encore trop rare, de l'étude des Empires coloniaux. Aussi faut-il se féliciter de la publication du colloque organisé à l'université Paul Verlaine de Metz sur le thème, particulièrement polémique, de la mémoire et des politiques mémorielles. L'ouvrage rassemble vingt et une communications. Si la part des représentations françaises est privilégiée, avec six contributions, on note que quatre autres évoquent les traces du Congo belge, et deux celles des colonies italiennes. Les cas de l'Espagne, celui du Portugal, de l'Allemagne sont également évoqués. On ne peut évidemment que regretter l'absence de toute étude sur l'Empire britannique, le plus vaste et le plus élaboré des empires coloniaux. On appréciera, en revanche, l'apport d'une communication sur le Japon, bonne occasion de souligner le fait que la colonisation fut loin d'être un phénomène exclusivement européen. La mémoire de l'expansion coloniale des Blancs dans les Amériques est réduite à un éclairage sur Haïti et le Québec. Pas plus que de l'expansion des États-Unis, il n'est question de l'expansion de la Russie, pour parler de deux autres colonisateurs de premier plan. Mais on concédera bien volontiers que de telles extensions, scientifiquement incontournables, exigeraient des moyens énormes. Par ailleurs, tous les exposés ne répondent pas exactement à la problématique. Certains contributeurs ont choisi d'opérer des mises au point qui soulignent l'évolution des opinions, voire des politiques, face à la colonisation, plutôt qu'elles n'étudient le rapport actuel au passé (décolonisation portugaise, espagnole), ou bien analysent les avatars d'une idéologie anticoloniale au service des intérêts économiques (cas de la RDA). Cela ne leur enlève rien d'ailleurs de leur intérêt, et de toute façon les résultats livrés par ce colloque sont déjà très importants.

La mémoire douloureuse est d'abord celle des conflits et des souffrances infligées aux populations, qu'il s'agisse de la guerre d'Algérie ou des conquêtes japonaises des années 1930-1940. Cette mémoire douloureuse peut être aussi celle des soldats européens, ou celle des soldats indigènes, et les historiens sont bien placés pour en saisir la formation à partir de réalités comme des mythes (les Sénégalais « *chair à canon* »), mais aussi des instrumentalisation et des manipulations. En revanche, dans les métropoles, on a peine à sortir d'un oubli qui n'est peut-être que la suite de l'indifférence qui, à quelques exceptions près, présida dans les opinions occidentales aux conquêtes

coloniales. C'est particulièrement vrai dans des pays comme l'Italie où l'épisode colonial fut court et particulièrement marginal dans la vie nationale. Cet oubli est secoué de deux manières.

Tout d'abord, la présence croissante et de plus en plus visible des populations immigrées en provenance des pays décolonisés suscite des questions auxquelles on cherche à répondre par un recours à des explications tirées du passé (Maghrébins en France, Moluquois aux Pays-Bas).

Par ailleurs, des affaires portant sur des points précis focalisent souvent l'attention : trop fameux massacre des Herero par les troupes allemandes, utilisation des gaz par les troupes fascistes en Afrique, affaire Hueting ayant révélé certains comportements des troupes hollandaises en Indonésie durant le conflit de décolonisation.

Plusieurs communications rappellent que ces questions font l'objet d'un partage entre colonisateurs et décolonisés, ce qui est d'un grand intérêt pour la construction du monde de demain, mais explique aussi leur caractère explosif. La difficulté éprouvée par les Français à trouver un discours commun avec les Algériens apparaît plus difficile encore que celle des Japonais, sur lesquels pèsent des responsabilités autrement plus lourdes, à s'entendre avec les Coréens et les Chinois. Comment signer un traité d'amitié quand le gouvernement algérien exige une repentance unilatérale, gonfle à plaisir les chiffres des victimes de l'armée française, et, en même temps qu'il exige de la France une totale transparence quant aux crimes commis par ses représentants, continue à faire le silence sur les crimes commis dans son propre camp ? Mais ces partages peuvent aussi être le lieu de rencontres plus sereines : le gouvernement sénégalais honore sans réserve la mémoire des anciens soldats coloniaux avec sa « *fête du tirailleur africain* ». La question du partage d'expérience, des transferts et des solidarités colonialistes ou anticolonialistes entre Européens est abordée à propos, notamment, des rapports entre les droites radicales européennes. Mais évidemment l'étude des solidarités entre les partis de la II^e, de la III^e et (peut-être surtout) de la IV^e internationale mériteraient une étude à eux seuls.

Ce recueil pose enfin la question de la fonction des historiens dans l'élaboration de cette « chimie » qui, pour Valéry, serait l'histoire. Elle apparaît, comme celle de tous les intellectuels aujourd'hui, bien réduite en comparaison de l'impact des émissions télévisées et des films. Par exemple, le film *Indigènes*, pourtant exclusivement centré sur un épisode français, a connu d'étonnantes répercussions en Belgique. Certes, l'historiographie évolue avec le temps, et opère ce qu'on pourrait appeler une « *décolonisation* » qui n'échappe pas, bien évidemment, aux ambiguïtés

de la décolonisation politique et économique. Mais cette évolution n'a guère d'effets immédiats. Il est rare que, comme à l'exemple de l'affaire Lumumba en Belgique, des commissions d'enquêtes aient tenté d'apaiser les controverses par un travail scientifique. Pourtant, on voit mal pourquoi l'histoire ne devrait pas occuper une place centrale dans la construction publique des faits à l'usage des citoyens. Un tel effort est nécessaire, non pas pour disculper les États européens de leurs responsabilités, mais pour empêcher le développement d'une légende noire dont le seul résultat – et peut-être le but – est de créer un fossé entre les enfants ou petits-enfants des immigrants originaires des « colonies » et le reste de la population, de manière à imposer on ne sait quelle dictature de la pensée.

Au total, cette initiative promet déjà beaucoup, et on doit souhaiter la voir se prolonger, sans être menacée par les sectarismes et les calculs personnels ou corporatistes qui guettent, plus que toute autre, une histoire passionnante, mais excessivement sensible.

Jacques Frémeaux
Université Paris IV-Sorbonne